

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

A.C.A.



[Faire un don maintenant](#)

Le président Menendez annonce des amendements à la NDAA pour freiner l'agression azerbaïdjanaise



WASHINGTON - Aujourd'hui, le sénateur américain Bob Menendez (DN.J.), président de la commission sénatoriale des relations étrangères, a annoncé l'introduction d'amendements clés en matière de politique étrangère pour tenir l'Azerbaïdjan responsable de son agression contre les Arméniens à la fois en Arménie et en Artsakh (Haut-Karabakh), poursuivre la responsabilité des crimes de guerre présumés et arrêter les exportations d'équipements militaires vers Bakou.

Modification mettant fin à la renonciation 907

"Moins d'un an après l'assaut de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie orientale et plus de deux cents jours après le blocus par le régime Aliyev de la population arménienne indigène du Haut-Karabakh, il est clair que l'Azerbaïdjan a à la fois utilisé la force offensive et continue de bloquer les Arméniens vulnérables", a déclaré le président Menendez. «L'utilisation annuelle de la dérogation 907 viole l'esprit de la Freedom Support Act. De plus, compte tenu du comportement agressif de l'Azerbaïdjan, il est clair que les conditions d'utilisation de la dérogation ne sont pas remplies, y compris la certification que l'utilisation de la dérogation ne permettra pas d'actions offensives contre l'Arménie. Compte tenu de cette moquerie de la loi, il est grand temps de mettre fin à la dérogation par le biais du processus de la loi sur l'autorisation de la défense nationale et de faire pression sur Bakou pour qu'il mette enfin fin à ses actions agressives envers les Arméniens. Je suis aux côtés du peuple du Haut-Karabakh, qui fait face à la menace de la famine, et du peuple arménien, qui continue de se remettre de son propre traumatisme à la suite des incursions de l'Azerbaïdjan dans sa patrie.

Cet amendement interdit le recours continu à une dérogation à l'article 907 de la loi sur le soutien à la liberté, qui est en vigueur depuis 1992, et interdit la plupart des aides au gouvernement azerbaïdjanais jusqu'à ce qu'il prenne des mesures démontrables pour mettre fin à tous les blocus et autres recours offensifs à la force contre l'Arménie et le Haut-Karabakh.

Amendement dénonçant les violations des droits de l'homme en Azerbaïdjan

"Les garanties de sécurité pour le peuple du Haut-Karabakh sont essentielles pour toute paix durable dans le Caucase du Sud", a déclaré le président Menendez. « Sans justice, il ne peut y avoir de paix. C'est pourquoi je crois fermement que nous devons poursuivre les enquêtes sur tous les crimes de guerre présumés. De plus, nous devons faire pression sur le régime d'Aliyev pour empêcher de futurs crimes de guerre, y compris par des sanctions pour les responsables.

Cet amendement demande instamment la fin du blocus du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan, demande des garanties de sécurité pour le Haut-Karabakh, demande des enquêtes sur les crimes de guerre azerbaïdjanais et exprime son soutien aux sanctions en tant qu'outil pour tenir pour responsables les complices de violations des droits humains contre les Arméniens.

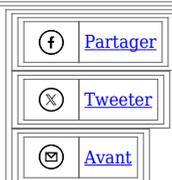
Modification interdisant de nouvelles licences d'exportation d'équipements militaires pour l'Azerbaïdjan

"Plus tôt cette année, j'ai exprimé ma profonde inquiétude alors que le ministère du Commerce envisageait l'exportation de fusils vers l'Azerbaïdjan", a déclaré le président Menendez. « Au milieu de l'agression en cours de l'Azerbaïdjan, l'examen de ce type d'exportation est inacceptable. Il est temps de lever l'ambiguïté de l'équation et de préciser que ces types d'exportations ne sont pas autorisés tant que le comportement agressif de l'Azerbaïdjan se poursuit. Cet amendement interdit l'autorisation de toute nouvelle licence d'exportation d'armes à feu ou d'autres équipements de sécurité ou militaires offensifs pour le gouvernement azerbaïdjanais jusqu'à la certification présidentielle attestant que l'Azerbaïdjan a mis fin à l'usage offensif de la force contre l'Arménie et le Haut-Karabakh.

Le président de l'ACA, Sevak Khatchadorian, a exprimé sa profonde gratitude pour l'introduction par le président Menendez de ces modifications importantes. Khatchadorian a souligné que l'Azerbaïdjan a constamment lancé des attaques contre l'Arménie, commis des crimes de guerre et imposé actuellement un blocus illégal sur l'Artsakh pendant plus de 222 jours. Ce blocus, imposé par la dictature d'Aliyev, viole directement la décision de la Cour internationale de justice de février 2023, qui a mandaté l'Azerbaïdjan pour assurer la libre circulation le long du corridor. "Par conséquent, il est crucial que l'administration et le Congrès des États-Unis soutiennent les citoyens d'Artsakh et exigent que les dirigeants azerbaïdjanais ouvrent immédiatement le corridor de Lachin, mettent fin à leur programme de nettoyage ethnique en cours et aux violations des droits de l'homme dans la région".

Le corridor de Lachin, reliant l'Artsakh à l'Arménie, sert de bouée de sauvetage vitale pour les plus de 120 000 résidents arméniens indigènes de la région. Il a été une artère essentielle pour la circulation des biens, des services et de l'aide humanitaire. Le blocus de ce couloir pose non seulement de graves défis à la vie quotidienne des habitants, mais restreint également leur accès aux ressources essentielles, aux fournitures médicales et aux services médicaux vitaux. Le blocus a déjà contribué à la mort civile de personnes âgées et d'enfants en Artsakh. À ce jour, plus de 1 610 citoyens ont été privés des soins médicaux nécessaires en raison de la suspension des interventions chirurgicales prévues dans toutes les installations médicales d'Artsakh. Environ 3 900 personnes, dont 550 enfants, ont été séparées de leur foyer en raison du blocus, environ 11 000 personnes ont perdu leur emploi et leurs revenus en raison des impacts économiques du blocus, et on estime que l'économie de la République d'Artsakh a perdu plus de 409 millions de dollars, marquant une baisse de 45 % de son PIB annuel.

En tant qu'organisation de base, l'ACA se consacre à travailler avec tous les dirigeants politiques, offrant des informations, des analyses et des ressources sur l'Arménie aux décideurs politiques, aux médias, aux étudiants et aux militants, défendant les questions importantes pour les Arméniens américains. L'ACA vise également à renforcer les liens États-Unis - Arménie et États-Unis - Artsakh, le développement de programmes favorisant la croissance économique durable et la bonne gouvernance en Arménie, tout en promouvant les valeurs et les responsabilités de la citoyenneté mondiale.





[Faire un don maintenant](#)

L'Armenian Council of America est une organisation à but non lucratif 501(c)(3)